

# ACTION URGENTE

## CUBA. LIBÉRATION D'UN PRISONNIER D'OPINION

Roberto de Jesús Quiñones Haces, avocat cubain, journaliste indépendant et prisonnier d'opinion, a été remis en liberté le 4 septembre 2020, après avoir purgé une peine d'un an d'emprisonnement. Si nous nous réjouissons de savoir que Roberto a enfin pu retrouver son foyer, soulignons qu'il n'aurait jamais dû être condamné et incarcéré simplement pour avoir exprimé ses opinions. Nous continuerons de suivre la situation après sa libération.

**AUCUNE ACTION COMPLÉMENTAIRE N'EST REQUISE. UN GRAND MERCI À TOUS CEUX QUI ONT ENVOYÉ DES APPELS.**

Roberto de Jesús Quiñones Haces, avocat et journaliste indépendant qui travaille pour le site d'information *Cubamet*, a été déclaré coupable de rébellion et désobéissance et condamné à un an de prison en août 2019 par le tribunal municipal de la ville de Guantánamo. Il est demeuré derrière les barreaux jusqu'à sa remise en liberté, le 4 septembre 2020. Lors de sa libération, il a vivement remercié Amnesty International pour son soutien et le travail réalisé en sa faveur, et a renouvelé son engagement à défendre le journalisme indépendant et la liberté d'expression à Cuba.

Au cours de sa détention depuis septembre 2019, Roberto Quiñones Haces a régulièrement dénoncé les conditions dans lesquelles il était détenu. Le 31 mars, il a écrit dans *Cubamet* que bien que les autorités pénitentiaires aient pris certaines mesures concernant le COVID-19, « la qualité de la nourriture est toujours déplorable. Malgré les informations pointant la fragilité des adultes âgés (les détenu-e-s de plus de 60 ans) face au COVID-19, nombre d'entre eux sont enfermés dans des cubes où ils vivent dans des conditions de surpopulation, avec près de 20 personnes. »

Dans des pays comme Cuba, les militant-e-s, y compris politiques, les journalistes indépendants et les défenseur-e-s des droits humains sont régulièrement incarcérés uniquement en raison de leurs convictions. Ils n'ont donc rien à faire en prison et doivent être libérés immédiatement. Amnesty International constate que le recours disproportionné et arbitraire au droit pénal ainsi que les campagnes de discrimination encouragées par l'État contre les personnes qui osent dénoncer la situation, auxquels viennent s'ajouter les licenciements arbitraires de fonctionnaires et l'absence de justice indépendante permettant de contester ces agissements, créent un profond climat de peur à Cuba.

Le 20 août, le bureau du rapporteur spécial pour la liberté d'expression de la Commission interaméricaine des droits de l'homme a condamné la peine d'emprisonnement prononcée contre le journaliste Roberto Quiñones et s'est dit préoccupé par la persistance de la criminalisation et du harcèlement visant les professionnel-le-s des médias et les défenseur-e-s des droits humains à Cuba.

**PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Roberto Quiñones Haces (il)**

**CECI EST LA TROISIÈME ET DERNIÈRE MISE À JOUR DE L'AU 122/20**

**LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr25/2210/2020/fr/>**